

Entre professionnalisation et proximité 8

L'évolution du profil des candidats
et des élus socialistes depuis
les années 1950

OSCAR MAZZOLENI
ANDRÉ MACH
ANDREA PILOTTI¹

Résumé. L'analyse du recrutement parlementaire a été largement délaissée en Suisse depuis les années 1970. Ce chapitre tente de combler cette lacune en s'intéressant au profil des candidats et surtout des élus socialistes et à leur évolution entre 1950 et aujourd'hui. Les caractéristiques des députés socialistes (formation, profession principale, carrière politique) montrent notamment une modification prononcée des professions principales allant dans le sens d'une professionnalisation croissante de la fonction de parlementaire fédéral, plus marquée que dans les autres partis, ainsi qu'une forte progression de leur niveau de formation. Cependant, cette tendance n'implique pas la disparition d'une logique de proximité, marquée notamment par des liens étroits avec des associations « collatérales » (i.e. syndicales), un ancrage politique local (mandats communal et cantonal) et des formes de mobilisation électorales privilégiant le contact direct avec les électeurs plutôt que des « logiques médiatiques ». Cette étude s'appuie sur une base de données sur les élites politiques suisses réalisée dans le cadre d'une recherche financée par le FNS et sur les données SELECTS des élections fédérales 2007.

¹ Nous remercions Philippe Blanchard, Sarah Nicolet et Pascal Sciarini pour leurs commentaires sur une première version de ce chapitre.

Introduction

Face à quels candidats se trouvent les électeurs suisses, et notamment socialistes, lorsqu'ils sont censés exprimer leurs préférences ? Comment sort-on gagnant du scrutin ? Qui sont les élus ? Dans les démocraties contemporaines, les électeurs disposent de voix qui leur permettent d'exprimer leur orientation pour un parti ou pour une coalition. Néanmoins, ce n'est pas un parti en tant que tel qui est élu, mais des représentants habituellement sélectionnés parmi un groupe défini de candidats. Ces aspects sont à la croisée d'enjeux scientifiques d'envergure. Un premier enjeu tient au décalage supposé entre citoyens et élites politiques. Si cet enjeu est souvent pris en compte dans l'étude des attitudes et des orientations électorales des citoyens, il l'est également lorsque l'accent est mis sur l'« offre politique », comprenant notamment le processus de sélection des candidats et l'élection des représentants politiques.

Dans cette perspective, la littérature internationale se concentre sur les modalités de sélection internes aux partis (e.g. Gallagher et Marsh, 1988), mais surtout sur les caractéristiques des candidats et des élus (e.g. Norris et Lovenduski, 1995). Ces interrogations sont particulièrement intéressantes aujourd'hui, en raison de défis potentiellement contradictoires : d'une part, la montée de critiques qui dénoncent l'écart entre représentants politiques et citoyens ordinaires qu'ils sont censés représenter (Bacot, 1999) ; d'autre part, la complexification du travail législatif et du contexte politique (Benôit et Pujas, 2003). Se pose ainsi le problème de savoir si et comment les représentants politiques sont en phase avec leur électorat et, en même temps, comment les élites politiques s'autonomisent en tant corps de professionnels (Gaxie, 2003 ; Beckman, 2007). Ce défi est d'autant plus grand que dans les démocraties contemporaines, les partis et les candidats doivent adapter leurs campagnes électorales à un environnement plus incertain, caractérisé notamment par un électorat plus volatil (Dalton et Wattenberg, 2000 ; Luther et Müller-Rommel, 2002 ; Dalton, 2005). Ce questionnement est particulièrement pertinent dans le cadre d'un paysage politique en transformation mais encore peu étudié, comme

c'est le cas de la Suisse. En effet, après les travaux désormais anciens de Gruner (1970) et de Kerr (1981), l'analyse du recrutement parlementaire a été délaissée. Or, si l'on veut comprendre l'évolution du Parti socialiste suisse (PSS), il est essentiel de reprendre et de prolonger ces analyses.

Cette contribution s'organise ainsi : dans une première partie, nous précisons notre approche théorique, nos interrogations et hypothèses ; ensuite, nous mettons en évidence les évolutions des profils et des carrières qui caractérisent les élus socialistes depuis les années 1950². Enfin, dans la dernière partie, nous nous focalisons sur la campagne pour les élections de 2007, en mettant l'accent sur la pluralité des ressources qui entre en jeu dans la sélection des candidats et des élus.

Ressources, contexte politico-institutionnel et stratégies de campagne

Nos interrogations et hypothèses sont nourries par la littérature théorique et internationale, par les résultats des études anciennes sur le recrutement parlementaire helvétique, ainsi que par des éléments tirés du contexte politique et institutionnel suisse et son évolution récente. Notre attention porte moins sur les modalités de recrutement partisan³, que sur les caractéristiques des candidats et des élus, notamment en termes de ressources et de professionnalisation politique.

En premier lieu, étudier les députés nationaux et leur processus de recrutement revient à rendre compte de la concentration de certaines ressources parmi les candidats et les élus, notamment sous la forme de capital social, culturel, partisan et économique. Si d'une part, l'accumulation de capital est souvent mise en relation avec la continuité du corps

² Notre analyse se focalise uniquement sur les élus socialistes, étant donné que les Verts sont un parti trop jeune et ne comptent des membres à l'Assemblée fédérale que depuis 1979.

³ Comme pour les autres principaux partis suisses, la sélection des candidats pour les élections fédérales se fait au sein des sections cantonales. Formellement, la direction nationale du parti n'a pas d'influence sur leur désignation.

parlementaire, de l'autre, le concept de « professionnalisation » est souvent utilisé pour étudier ce phénomène (Eliassen et Pedersen, 1978 ; Offerlé, 1999). Malgré la difficulté à identifier une définition partagée, la professionnalisation parlementaire peut être définie comme la formation d'un groupe de non-amateurs, qui exercent une sorte de « métier ». D'un point de vue analytique, nous pouvons distinguer trois composantes : une rémunération qui permet au parlementaire d'assurer son indépendance financière et de « vivre » de cette fonction (Borchert et Zeiss, 2003) ; une « carriérisation » (Treanton, 1961 ; Herzog, 1975), fondée sur l'occupation successive ou simultanée de positions électives aux échelons communal ou cantonal ; une « spécialisation », basée sur l'acquisition d'un savoir-faire et de compétences spécifiques durant la formation, la carrière politique (mandats législatifs ou exécutifs) ou l'exercice d'une profession interne ou proche du champ politique (journalistes, avocats etc.). L'analyse du profil des élus adopte des indicateurs qui mesurent les ressources des individus telles que : la formation, les professions favorisant l'accès et le maintien de la charge, le *cursus honorum* institutionnel, notamment sous la forme de charges électives exercées sur les plans communal et cantonal. Ces indicateurs permettent de saisir, en partie pour le moins, certaines dimensions du phénomène complexe de la professionnalisation parlementaire.

En deuxième lieu, le contexte politico-institutionnel joue un rôle essentiel, comme condition d'accessibilité et de carriérisation parlementaire. Dans ce sens, nous pouvons distinguer entre des composantes « institutionnelles », comme notamment le caractère plus ou moins achevé de la professionnalisation de l'institution parlementaire ou l'évolution du système de parti. En général, l'occupation d'une charge dans les parlements nationaux des pays occidentaux correspond au prototype de la professionnalisation du corps parlementaire, qui s'est imposée au XX^e siècle (Best et Cotta, 2000 ; Cotta et Best, 2007). Toutefois, il y a des exceptions à cette tendance générale et la Suisse en est une. Même si dans le Parlement fédéral des formes de professionnalisation politique existent depuis longtemps et se consolident depuis quelques années, la spécificité helvétique tient précisément au caractère inachevé

du processus de professionnalisation du Parlement (Wiesli, 2003 ; Mazzoleni, 2006). Jusqu'aux années 1990, et c'est le propre du Parlement « de milice », les indemnités liées à la charge de député fédéral ne permettaient pas d'assurer une indépendance financière à ses membres. Les élus devaient ainsi combiner leur mandat fédéral avec une autre profession principale, qui leur garantissait une rémunération suffisante.

En troisième lieu, l'analyse du recrutement parlementaire doit être combinée avec celle des activités mises en œuvre par ce personnel pour assurer sa continuité. Nombre d'études internationales ont montré que le développement de logiques plus incertaines dans le champ électoral s'accompagne de transformations d'envergure dans les campagnes électorales, qui deviennent plus professionnelles et médiatisées, avec le recours à des conseillers politiques ou à des sondages (Mancini, 1999 ; Farrell et Webb, 2000). Si les diverses études s'accordent à souligner la complémentarité de formes « traditionnelles » et « nouvelles » de mobilisations électorales, ils constatent également la part croissante de rapports « indirects » introduits notamment par les médias, et le déclin correspondant des rapports de face à face entre candidats et électeurs (Swanson et Mancini, 1996 ; Neveu, 2000 ; Margetts, 2006). Jusqu'à aujourd'hui, l'analyse des campagnes pour les élections fédérales helvétiques s'est à peine intéressée à ces aspects, pourtant décisifs si l'on veut saisir comment les candidats et les élus abordent leur campagne électorale, la poursuite de leur mandat et leur professionnalisation.

Selon les études réalisées dans les années 1960 et 1970 (Gruner, 1970 ; Gruner et al., 1975 ; Kerr, 1981), le Parlement suisse était caractérisé par une double tendance : d'une part, une surreprésentation des professions libérales, des indépendants et des industriels et d'autre part, une forte présence de professionnels de la politique, qui combinaient leur charge avec une profession interne à la sphère politique (une autre charge élective sur le plan communal ou cantonal, un fonctionariat dans une association professionnelle ou syndicale, une activité de journaliste de parti, etc.). Cette composition professionnelle héritée du siècle précédent a persisté tout au long du XX^e siècle. Tandis que les autres parlements européens avaient largement réduit

la part des professions libérales, avec une présence croissante de fonctionnaires publics (Cotta et Best, 2007), le Parlement suisse n'a pas reflété ces tendances (voir Kerr, 1981). La présence variable de professionnels de la politique parmi les groupes parlementaires suivait un clivage gauche-droite. Dans les années 1960 et 1970, une proportion particulièrement élevée de professionnels de la politique se retrouvait dans les rangs des parlementaires socialistes. Comme l'avait remarqué l'historien Erich Gruner (1970 : 149), la « disponibilité du citoyen à se charger d'un mandat politique honorifique, très astreignant et mal dédommagé croît avec le niveau de la situation sociale ». Cela explique, selon cet historien, la faible présence d'ouvriers et l'importance dans la députation socialiste des professions politiques, c'est-à-dire des membres d'exécutifs communaux et cantonaux, des juges et préfets, des fonctionnaires d'associations d'intérêt ou des secrétaires de parti notamment⁴. En effet, on trouve un seul ouvrier à l'Assemblée fédérale en 1920, en 1944 et en 1968. En même temps, toujours selon Gruner (1970 : 258), l'intégration gouvernementale n'a pas empêché le PSS de rester, à la fin des années 1960, un « parti de travailleurs », avec une large proportion de salariés ainsi qu'une faible présence d'universitaires au Parlement comparativement aux autres partis.

Est-ce que ces tendances se sont consolidées depuis les années 1970 ou se sont-elles plutôt modifiées ? Depuis les années 1970, plusieurs aspects ont contribué à changer le mode de sélection des candidats et des élus. D'abord, le processus de professionnalisation de l'institution parlementaire a fait, depuis la fin des années 1980 un bond en avant : depuis les années 2000, il est possible de vivre uniquement d'un mandat parlementaire grâce à l'amélioration sensible des indemnités⁵.

⁴ Gruner (1970) soulignait également que l'exercice d'une telle profession politique, combinée avec un mandat de député fédéral, représentait pour un grand nombre d'élus socialistes (souvent d'anciens ouvriers ou salariés) une forme d'ascension sociale grâce à leur carrière politique.

⁵ En 2007, les indemnités totales se montaient à un peu plus de 110'000 frs, dont la moitié était considérée comme revenu au titre de l'exercice de leur mandat, et le reste comme contribution au remboursement des frais liés à l'activité de parlementaire (transport, séjour et nourriture, y inclus 30'000 frs. qui peuvent être utilisés par les parlementaires soit pour engager un collaborateur personnel, soit pour améliorer leur rémunération personnelle).

Pour la première fois dans l'histoire suisse, on peut parler de professionnalisation parlementaire (Z'Graggen et Linder, 2004; Mazzoleni, 2006; Mach et Piloti, 2008).

Cette augmentation de la rémunération matérielle s'accompagne-t-elle également d'un renforcement de la carrière et de la spécialisation du parcours des élus socialistes, à travers une importance accrue du *cursum honorum*, à savoir l'occupation successive de mandats politiques aux échelons communal et cantonal, et une augmentation de l'expérience législative ? On peut également se demander si cette professionnalisation touche plus fortement les élus socialistes que ceux des autres principaux partis, puisque ces derniers auraient toujours l'habitude de recruter auprès de candidats disposant de plus de ressources propres ou qui ont plus de chance d'obtenir des rémunérations supplémentaires dans le monde de l'économie. Dans ce sens, nous pouvons faire l'hypothèse que les professionnels de la politique sont plus nombreux parmi les élus socialistes par rapport aux principaux partis bourgeois (PRD, PDC et UDC), en raison d'une plus grande difficulté de la part des socialistes à bénéficier de ressources externes, telles que mandats d'administrateur dans des entreprises ou des possibilités de se reconverter dans le secteur privé (hyp 1).

Deuxièmement, d'un point de vue diachronique, on peut supposer que le niveau de formation de la députation socialiste a connu une augmentation importante depuis les années 1950 et que le type de profession principale des députés s'est également modifiée dans le sens de l'exercice d'une activité professionnelle et d'un niveau de formation plus en phase avec le travail de parlementaire (hyp 2). Si jusqu'aux années 1960, la proportion de députés titulaires d'un diplôme universitaire restait faible parmi les socialistes suisses, dans la plupart des pays européens, un niveau de formation élevé, voire universitaire, est devenu une condition tacite pour entamer une carrière politique et accéder à un Parlement national (Gaxie et Godmer, 2007 : 109-115).

Le seul niveau d'éducation primaire a progressivement disparu ou acquis un statut marginal. Cette transformation serait en quelque sorte convergente avec l'évolution de

l'électorat socialiste⁶. Parallèlement, la complexification du travail législatif ainsi que le processus de sélection du personnel parlementaire pousseraient, plus que par le passé, à valoriser les compétences techniques et communicationnelles adaptées aux exigences accrues d'un mandat de parlementaire et à un rapport plus intense avec l'administration publique et le monde médiatique. On peut donc s'attendre à retrouver parmi la députation socialiste une plus forte proportion de députés exerçant des professions plus propices au travail parlementaire, comme c'est le cas des professions libérales, notamment des avocats (Dogan, 1999).

Enfin, au niveau de la campagne électorale, il faut considérer les implications des changements des rapports de force survenus depuis les années 1990 dans le paysage politique helvétique. Ce changement comporte un affaiblissement de la proportion de sièges parlementaires des partis bourgeois traditionnels, une forte avancée de l'UDC et une moins grande pour les Verts. En termes de sièges, à la Chambre basse, le PSS a fait un bond en avant en 1995 (de 41 en 1991 à 54 sièges), une phase de stabilité entre 1999 et 2003, puis revient à peu près, en 2007, aux positions de 1991 (43 sièges), pendant 9 sièges par rapport à 2003. Ces transformations des rapports de forces partisans se sont accompagnées d'une mutation des campagnes électorales et de la communication politique. Dans le contexte des élections fédérales, du moins jusqu'aux années 1990 (Hardmeier, 2003), les campagnes se font encore largement sur le plan cantonal et local. Cependant, des éléments de discontinuité se font jour, notamment avec une plus grande emprise de la logique médiatique et l'usage accru du marketing (Ladner, 2005). De plus, l'élection de 2007 a marqué probablement une étape inédite dans la personnalisation et la

nationalisation de la campagne, surtout de la part de l'UDC. En admettant l'hypothèse d'une plus grande professionnalisation parlementaire des socialistes, doit-on alors supprimer que les candidats et élus socialistes se penchent plus que les autres vers de nouvelles formes de campagne et de communication politique médiatisée ? Rien ne semble conforter cette hypothèse. D'abord, les campagnes suisses, celles des socialistes en particulier, ne semblent pas avoir pris la voie « capital-intensive » (cf. Plassner et Plassner, 2002). On a estimé que le coût de la campagne du PSS pour les élections fédérales est resté virtuellement inchangé entre 1975 et 1999 (Detterbeck, 2002 : 131-133). En 2007, en comparaison avec les principaux partis bourgeois, les candidats socialistes déclaraient plus facilement des dépenses électorales inférieures (Lutz, 2008 : 41).

Par ailleurs, les sondages restent un instrument que les partis, y compris le PSS, utilisent essentiellement de manière limitée et surtout sur le plan national. On pourrait donc supposer que l'activité de campagne des candidats socialistes resterait plus marquée par une logique de proximité, fondée sur un rapport de face-à-face (hyp 3). De plus, pour le moins partiellement, la réputation du marketing politique et des sondages d'opinion, souvent utilisée pour renforcer la logique de confrontation, a pris l'allure d'un enjeu de lutte politique. En effet, c'est surtout l'UDC qui a introduit une professionnalisation de la communication politique dans un contexte où les partis et les candidats ne disposent pas de financements publics et ne doivent pas déclarer la provenance de l'argent privé investi dans les campagnes. On peut donc supposer que, parmi ses adversaires les plus farouches – comme le PS –, la légitimité de ses méthodes, considérées comme susceptible de fausser les règles traditionnelles du jeu politique, serait plutôt faible⁷.

⁶ Selon les résultats des enquêtes Selects, l'électorat socialiste suisse se caractérise désormais par une grande proportion de personnes qui disposent d'un capital culturel important (Selb et Lachat 2003 : 18-19; Lutz 2008 : 12-13). Comme pour d'autres partis de la social-démocratie européenne, on constate une double tendance : d'une part, l'affaiblissement du vote ouvrier socialiste, qui profite principalement aux nouveaux partis dits populistes, d'autre part, une part importante de classes moyennes, que certains appellent nouvelles, rejoignent la social-démocratie (Lipset 2001).

⁷ Sur ce plan, nous retrouvons également des propos critiques dans les rangs du PRD et du PDC (Mazzoleni 2007).

Les élus socialistes entre continuité et changement

Afin de tester nos hypothèses, nous analysons d'abord, dans une perspective diachronique, à partir d'une base de données sur les élites suisses⁸, l'évolution du profil de quatre cohortes de parlementaires socialistes (1957, 1980, 2000 et 2008), en nous focalisant sur trois principaux indicateurs: la profession, le niveau de formation et la carrière politique. Ces indicateurs nous permettent de mieux cerner les différentes composantes de la professionnalisation des députés socialistes, notamment la carrière et la spécialisation. Comme nous le verrons dans l'analyse, ces composantes sont étroitement liées. Nous nous concentrons sur la Chambre basse, en raison de la présence d'un système électoral unique, proportionnel, pour l'ensemble des cantons où les socialistes comptent des élus⁹.

Les professions principales

L'analyse des professions principales¹⁰ de la députation socialiste souligne l'importance des professions politiques depuis 1957 (tableau 1 ci-dessous). La députation socialiste s'est toujours composée d'une forte proportion de professionnels de la politique (membres d'exécutifs communaux ou cantonaux, fonctionnaires d'associations, notamment des syndicats). Cependant, une analyse plus fine de cette catégorie

⁸ Cette analyse s'appuie principalement sur une base de données sur les élites suisses élaborée dans le cadre du projet financé par le Fonds national de la recherche scientifique, « Les élites suisses au XX^e siècle: un processus de différenciation inachevé? » (n° 100012-113550/1); pour plus d'informations: <http://www.unil.ch/iepi/pages54315.html>. Les échantillons des parlementaires pour chaque date correspondent à quelques exceptions près aux élus lors des élections fédérales précédentes (1955, 1979, 1999 et 2007).

⁹ L'élection au Conseil des États, composée de 46 sièges, dépend de systèmes électoraux qui varient selon le canton.

¹⁰ A propos des définitions des différentes catégories professionnelles, voir Mach et Ploetti 2008, largement inspiré de Gruner 1970. Dans le tableau 1, certaines sous-catégories des professions des parlementaires ont été supprimées à des fins de lisibilité du tableau.

permet de dégager deux phénomènes bien distincts à partir des années 1980. Premièrement, on assiste à une diminution significative de parlementaires occupant des fonctions exécutives cantonales et dans les grandes villes¹¹. Toutefois, une telle fonction complémentaire dans un exécutif communal ou cantonal reste globalement plus répandue chez les députés socialistes que parmi les élus des principaux partis bourgeois (PRD, PDC et UDC), même si le cumul des mandats parmi les députés fédéraux tend globalement à diminuer (Mach et Ploetti, 2008). Deuxièmement, nous constatons une croissance sensible des parlementaires professionnels durant la période récente. Au cours des dernières années, un nombre croissant de députés n'hésitent plus à assumer ouvertement que leur mandat de parlementaire constitue une activité à plein temps. Cela représente une claire différence par rapport aux années 1970 et 1980, rendue possible par l'amélioration sensible des indemnités des parlementaires au cours des années 1990 et 2000. Cette tendance est bien plus accentuée au sein du groupe socialiste que dans les autres partis. En 2008, plus d'un quart des députés du PSS (28%) peut être considéré comme des parlementaires professionnels, contre moins de 10% pour les partis de droite, et une moyenne de 13% pour l'ensemble des conseillers nationaux. Il faut enfin noter que la catégorie des fonctionnaires d'association, en particulier parmi les organisations syndicales, progresse légèrement parmi les socialistes entre 2000 et 2008. Ces tendances confirment notre première hypothèse sur la plus forte professionnalisation des élus socialistes comparativement aux partis de droite.

En même temps, on assiste à une modification des professions principales de la députation socialiste sur d'autres plans, corroborant en partie notre deuxième hypothèse

¹¹ On peut supposer que cela s'explique par la difficulté croissante de concilier l'activité au sein d'un exécutif cantonal ou dans une grande ville et celle de parlementaire fédéral; d'autre part, certaines législations cantonales (VD et TI notamment) interdisent le cumul de mandats entre un exécutif cantonal et un mandat fédéral. Certaines sections cantonales du PSS (GE notamment) interdisent également le cumul des mandats dans leurs statuts. Cette tendance est également observable au sein des autres partis gouvernementaux (PRD, PDC, UDC).

Tableau 1. Répartition des conseillers nationaux socialistes et des partis bourgeois, selon la profession principale, 1957-2008 (%)

	1957		1980		2000		2008	
	PSS	Partis bourgeois						
Indépendants	17,0	15,1	59,2	42,3	65,9	34,9	62,1	
1. Professions libérales	3,8	15,1	33,3	38,5	26,8	30,2	21,0	
2. Entrepreneurs	1,9	-	25,0	3,8	34,1	4,7	39,5	
3. Rentiers	11,3	-	0,8	-	4,9	-	1,6	
Salariés	18,9	43,4	14,2	21,2	14,6	14,0	15,3	
1. Secteur privé	9,4	9,4	2,5	1,9	8,1	-	8,9	
2. Secteur public	9,4	34,0	11,7	19,2	6,5	14,0	6,5	
Professions politiques	64,2	41,5	26,7	36,5	19,5	51,2	22,6	
1. Magistrats	32,1	15,1	14,2	13,5	7,3	9,3	4,0	
a) exécutifs communaux	15,1	-	7,5	13,5	4,9	9,3	4,0	
b) exécutifs cantonaux	15,1	-	6,7	-	0,8	-	-	
c) juges et préfets	1,9	-	-	-	1,6	-	-	
2. Politiciens de carrière	32,1	26,4	12,5	23,1	12,2	41,9	18,5	
a) fonctionnaires d'association	28,3	17,0	4,2	9,6	6,5	14,0	9,7	
b) secrétaires de parti	1,9	-	-	-	-	-	-	
c) journalistes parlementaires professionnels	1,9	-	3,3	-	-	-	0,8	
d) parlementaires professionnels	-	9,4	5,0	13,5	5,7	27,9	8,1	
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
	(53)	(53)	(120)	(52)	(123)	(43)	(124)	

Source : Base de données sur les élites suisses au XX^e siècle ; Notre élaboration à partir de la base de données d'Yves Steiner pour 2008. Les données pour les partis bourgeois de 1957 ne sont pas encore disponibles.

prévoyant une progression des professions plus en phase avec l'exercice d'un mandat parlementaire (tendance à la spécialisation). Entre 1980 et 2000, on constate une augmentation significative de la catégorie des indépendants, qui depuis 2000 représentent désormais 35 % des élus socialistes. La croissance de cette catégorie est liée à l'essor des professions libérales qui reflète un plus grand prestige social mais également fournit

des compétences (techniques, oratoires, etc.) fortement valorisées dans l'exercice de la fonction parlementaire (avocats, architectes, conseillers indépendants) parmi les socialistes, qui de 1957 à 2008 ont vu leur taux se multiplier par sept (passant de 4 à 30 %)¹². Notons qu'à partir de 2000 les professions libérales sont davantage présentes au sein de la députation socialiste que pour les trois principaux partis bourgeois. En outre, on constate, entre 1980 et 2000, un recul marqué de la catégorie des salariés, lié à la forte diminution des employés du secteur public (de 34 % en 1980 à 14 % en 2008). Cette catégorie des salariés avait pourtant connu une forte hausse entre 1957 et 1980, due à la forte progression du nombre d'enseignants. Si les salariés étaient longtemps surreprésentés parmi les parlementaires socialistes par rapport aux autres partis, cela n'est plus valable en 2008 lorsque, pour la première fois, leur proportion (14 %) est inférieure à la moyenne de tous les conseillers nationaux (17 %) et similaire à celle des députés des partis bourgeois (15 %).

Formation et carrière

L'analyse du niveau de formation des élus socialistes au Conseil national contribue également à renforcer notre deuxième hypothèse. Tout d'abord, nous observons une augmentation constante et significative depuis 1980 des députés PSS titulaires d'un titre académique, mis à part un léger fléchissement entre 2000 et 2008 (tableau 2). Malgré cette dernière évolution, la députation socialiste est devenue, et de loin, celle qui compte le plus fort pourcentage de licenciés universitaires en 2000 et 2008 avec désormais 80 % de ses membres ayant achevé une formation dans une haute école. Alors que jusqu'en 1980, cette députation se caractérisait par la plus faible proportion d'universitaires parmi tous les partis politiques présents au Parlement.

¹² Pour 2000 et 2008, nous avons hésité à déplacer ces députés dans la catégorie des « parlementaires professionnels » étant donné que cette activité d'indépendants apparaît clairement comme une profession annexe par rapport à leur activité principale de député.

Tableau 2. Conseillers nationaux titulaires d'une licence universitaire, 1957-2008 (%)

	1957	1980	2000	2008
PSS	30,2 (16)	52,8 (28)	84,6 (44)	79,1 (34)
Partis bourgeois	53,2 (66)	70,8 (85)	56,9 (70)	46,8 (58)
Conseil national	48,5 (98)	67,2 (135)	63,5 (129)	57,0 (114)

Source : Base de données sur les élites suisses au XX^e siècle ;
Base de données Yves Steiner pour 2008.

Il s'agit d'un changement profond du profil de formation des élus socialistes : en 1968, le groupe socialiste comptait le plus grand nombre de parlementaires ayant suivi une formation professionnelle (Gruner, 1970). En comparaison internationale, il est intéressant de noter que le taux des licenciés universitaires parmi les parlementaires socialistes de la plupart des pays européens dépassait les 50 % déjà dans les années 1940 et 1950, alors qu'en Suisse ce phénomène ne s'est produit qu'à partir des années 1980 (Ilonzski, 2007 ; voir aussi Mach et Pilotti, 2008).

Il est intéressant de noter la situation particulière des femmes socialistes. La forte progression des universitaires s'est essentiellement faite parmi les députés hommes vu que leur taux double presque entre 1980 et 2000, tandis que celui des femmes reste stable (tableau 2.1). En 1980, les premières députées PSS se distinguaient par un niveau de formation supérieur à celui de leurs camarades masculins, ce qui tendait à compenser leur absence de mandat politique aux échelons communal et cantonal (tableau 4.1 plus bas).

On peut constater que l'expérience au sein d'un parlement cantonal constitue quasiment une étape obligatoire pour

Tableau 2.1. Conseillers nationaux socialistes titulaires d'une licence universitaire, 1980-2008, par sexe (%)

	1980	2000	2008
Hommes	51,1 (23)	96,8 (30)	88,0 (22)
Femmes	62,5 (5)	66,7 (14)	66,7 (12)

Source : Base de données sur les élites suisses au XX^e siècle ;
Base de données Yves Steiner pour 2008.

les élus socialistes en 2000 et 2008, contribuant à corroborer notre première hypothèse (tableau 3). Ce constat est révélateur tant du point de vue de la carrière que de la spécialisation, c'est-à-dire d'un cumul de positions et de compétences dans le domaine proprement législatif. La contraction de 1980 est liée à l'arrivée des femmes, qui, à cette date, n'avaient pas exercé, dans leur majorité, de mandats politiques aux échelons communal et cantonal (voir tableau 4.1 plus bas). Le passage préalable dans un législatif cantonal est une condition moins impérative pour les députés des partis bourgeois ; en revanche, ces derniers ont plus fréquemment des expériences dans des exécutifs communaux et cantonaux.

De manière complémentaire, nous pouvons nous demander dans quelle mesure la carrière d'un élu à Berne débute sur le plan local, pour passer ensuite au niveau cantonal, puis finalement à l'échelon fédéral. Dans son analyse du corps parlementaire, Gruner (1970) a introduit l'idée du *cursus honorum* pour souligner la séquence des étapes suivies par les parlementaires durant leur carrière. Le *cursus honorum*, strictement défini, consiste à avoir occupé un mandat électif aux niveaux communal et cantonal avant d'être « consacré » par une élection à l'Assemblée fédérale. Pour notre analyse,

Tableau 3. Conseillers nationaux socialistes et des partis bourgeois ayant rempli un mandat politique avant l'élection au Parlement fédéral, 1957-2008 (%)

	1957	1980	2000		2008	
	PSS	PSS	Partis bourgeois	PSS bourgeois	PSS bourgeois	Partis bourgeois
Exécutif communal	47,2 (25)	32,1 (17)	39,2 (47)	32,7 (17)	38,2 (47)	20,9 (9)
Législatif communal	34,0 (19)	45,3 (23)	20,8 (25)	46,2 (24)	26,8 (33)	53,5 (23)
Exécutif cantonal	17,0 (9)	5,7 (3)	7,5 (9)	5,8 (3)	6,5 (8)	2,3 (1)
Législatif cantonal	83,0 (44)	62,3 (33)	68,3 (82)	88,5 (46)	62,6 (77)	88,4 (38)
						67,7 (84)

Source : Base de données sur les élites suisses au XX^e siècle ; www.parlament.ch pour 2008. Les données pour les partis bourgeois de 1957 ne sont pas encore disponibles.

nous nous sommes contentés de prendre en considération la proportion des députés fédéraux ayant occupé au moins un mandat électif au niveau communal *et* cantonal (sans que ces deux mandats se succèdent forcément). Pour les députés socialistes, le premier constat tient au fait que désormais plus de la moitié d'entre eux a rempli des mandats électifs à l'échelon communal et cantonal avant d'être élu au Conseil national (tableau 4 ci-dessous). Au cours de la période examinée, la députation socialiste affiche toujours le pourcentage le plus élevé, soit par rapport à la moyenne des élus, soit en relation avec les principaux partis bourgeois. Ces résultats vont dans le sens de notre première hypothèse sur la carrière des parcours des élus socialistes. En même temps, parmi les députés n'ayant pas suivi un *cursus honorum*, on retrouve une forte proportion de personnalités exerçant une fonction dirigeante dans une association importante ou disposant d'un certain prestige social (professeur d'université, dirigeants d'associations, personnalité avec une certaine notoriété publique). Il est intéressant de noter que les socialistes sont plus nombreux à débiter leur carrière politique par l'exercice d'un mandat au niveau local. Si les socialistes sont plus marqués par l'occupation de mandats politiques successifs et par l'acquisition de compétences en relation avec la charge parlementaire, ils bénéficient aussi plus fréquemment d'une expérience de « proximité » au niveau local que les députés des partis bourgeois. Cela renforce également l'interprétation selon laquelle le capital politique remplace plus facilement chez les socialistes le capital symbolique provenant de l'exercice d'une profession prestigieuse.

Tableau 4. Conseillers nationaux ayant suivi un cursus honorum, 1957-2008 (%)

	1957	1980	2000	2008
PSS	62,3 (33)	47,2 (25)	57,7 (30)	55,8 (24)
Partis bourgeois	44,4 (55)	45,8 (55)	37,4 (46)	41,9 (52)
Conseil national	48,0 (95)	43,8 (88)	45,3 (92)	47,5 (95)

Source : Base de données sur les élites suisses au XX^e siècle ; Base de données Yves Steiner pour 2008.

En même temps, entre 1957 et 2008, nous constatons pour les socialistes une réduction de la proportion de ceux qui disposent de ce type de *cursus honorum*. La diminution des députés avec *cursus honorum* observée entre 1957 et 1980 s'explique en grande partie par l'arrivée des femmes sur la scène fédérale, dont seulement une minorité avait occupé des mandats politiques dans des exécutifs et/ou législatifs communaux et cantonaux avant leur élection au Conseil national en 1979. Par la suite, la proportion d'élus avec un *cursus honorum* reste beaucoup plus basse que celle de leurs collègues masculins, qui augmente de manière importante entre 1980 et 2008 (tableau 4.1). À nouveau, il faut noter la situation particulière des élus socialistes, surreprésentées parmi les élus sans *cursus honorum*. Cela s'ajoute à leur niveau de formation plus bas, à l'exception de 1980 (voir tableau 2.1 plus haut). En 1980, l'absence de mandats politiques à l'échelon local était cependant « compensée » par le haut niveau de formation (et sans doute la notoriété) de la « première » génération de députées. Pour 2000 et 2008, les élus socialistes se distinguent en revanche aussi bien par leur plus bas niveau de formation et leur plus faible expérience politique aux échelons communal et cantonal. Maintes études ont souligné les difficultés de femmes à accéder aux organes législatifs et cela a été mis, entres autres, en relation à une dotation moindre en ressources liées à leur intégration socio-professionnelle (e.g. Liebig, 1997; Hardmeier et al., 2000). Ce phénomène semble beaucoup moins concerner les élus socialistes, qui, en dépit de leur plus faible niveau de formation et de leur expérience politique moindre, représentent une forte proportion du groupe parlementaire socialiste. Suite aux élections de 2007, le PSS dispose de la proportion la

Tableau 4.1. Conseillers nationaux socialistes ayant suivi un cursus honorum, 1980-2008, par sexe (%)

	1980	2000	2008
Hommes	48,9 (22)	67,7 (21)	68,0 (17)
Femmes	37,5 (3)	42,9 (9)	38,9 (7)

Source : Base de données sur les élites suisses au XX^e siècle ; Base de données Yves Steiner pour 2008.

plus élevée (41,9%) de femmes élues au Conseil national parmi les principaux partis (Seitz, 2008)

Enfin, la proportion de sortants en relation aux nouveaux élus à chaque élection peut également être considérée comme un indicateur de carrière et de spécialisation. Nous savons qu'habituellement les candidats sortants ont plus de chance d'être élus. Mais cette chance peut évoluer et varier entre les groupes parlementaires. Sur la période 1971-2007, la proportion de sortants élus de la députation PSS, à l'exception de deux cas (1975 et 1995), dépasse toujours la moyenne de l'ensemble des élus de la Chambre basse (tableau 5). En même temps, dès 1999 la part de nouveaux élus socialistes s'est réduite progressivement et a atteint en 2007 son niveau le plus bas depuis 1971. Il faut noter qu'en 2007, le nombre de sièges conquis par le PSS a considérablement diminué, passant de 52 à 43. Cependant, si la diminution de la proportion de nouveaux élus peut être en partie mise en relation avec la perte des sièges socialistes – supposant que la compétition interne plus rude favorise les candidats « expérimentés » –, il est également important de souligner qu'entre 1999 et 2003 la proportion de nouveaux élus a fortement diminué avec un nombre de sièges à peu près égal. En somme, les élections récentes tendent à renforcer la logique de la carrière présente chez les socialistes, plus que pour l'ensemble des députés.

Tableau 5. Conseillers nationaux sortants et nouveaux élus, 1971-2007 (%)

	Nombre de sièges PS	Nouveaux élus PS	Sortants PS	Nouveaux élus total	Sortants total
1971	46	26,1	73,9	34,0	66,0
1975	55	25,5	74,5	25,0	75,0
1979	51	18,0	82,0	29,5	70,5
1983	47	19,1	80,9	27,0	73,0
1987	42	29,3	68,3	32,5	67,5
1991	43	26,8	70,7	32,0	68,0
1995	58	40,7	57,4	32,5	67,5
1999	53	29,4	66,7	37,0	63,0
2003	52	17,3	78,8	26,5	73,5
2007	43	14,0	86,0	27,0	73,0

Source : Chancellerie fédérale.

La campagne pour les élections fédérales de 2007

Afin de compléter l'analyse sociographique de la députation socialiste depuis 1957, nous analysons maintenant les caractéristiques des candidats et des élus et leurs activités de campagne lors du renouvellement du Conseil national en 2007 sur la base d'une enquête systématique réalisée auprès de tous les candidats aux élections fédérales¹³. Dans quel sens, le capital social et l'activité de campagne peuvent-ils compenser, en termes de proximité, la professionnalisation parlementaire des élus socialistes ? Peut-on identifier des différences entre les élus et les candidats ? Peut-on constater des spécificités des candidats socialistes par rapport à l'ensemble des candidats, en particulier des principaux partis bourgeois ?

À nouveau, le niveau de formation est un critère sélectif dans l'élection au Conseil national, y compris parmi les candidats (Hyp 2). Les candidats socialistes avec une formation élevée sont sur-représentés, alors que la catégorie des indépendants est sous-représentée (tableau 6). Le niveau de formation est particulièrement élevé parmi les élus, où 84 % des socialistes disposent d'une formation de niveau universitaire contre 40 % pour les candidats socialistes¹⁴. La proportion d'indépendants parmi les élus (34 %) est presque trois fois supérieure à celle des candidats, mais reste sous-représentée par rapport à la moyenne des élus (48%), tandis que la proportion d'élus travaillant à temps partiel est surreprésentée. En même temps, à une intégration socio-professionnelle plus faible (activité professionnelle exercée à temps partiel) correspond une forte dotation en capital social, sous la forme de liens associatifs. En effet,

¹³ Cette enquête a été réalisée à travers un questionnaire écrit et online durant les semaines avant et après les élections du 22 octobre 2007. Sur les 3181 candidats au Conseil national et au Conseil des États (3100 candidats au Conseil national et 141 au Conseil des États), 1707 candidats ont participé, ce qui représente un taux de réponse de 54%. Une pondération en fonction du canton et du fait d'avoir été élu-e-s ou pas a été appliquée à cette analyse. Pour plus de détails, cf. Lutz, 2008 : 52-53.

¹⁴ Le profil des candidats du PS montre également une surreprésentation de femmes et de jeunes (18-30 ans). Parmi les élus, les femmes restent surreprésentées, de même que la tranche d'âge entre 31 et 45 ans.

Tableau 6. Formation, condition socio-professionnelle, liens associatifs des candidats et des élus lors des élections de 2007 (%)

	PSS candidats	PSS élus	Partis bourgeois candidats	Partis bourgeois élus	Total candidats	Total élus
Niveau de formation						
Obligatoire	2,3	0	1,2	0,8	1,9	1,0
Intermédiaire	57,7	15,8	61,2	58,5	61,8	45,1
Supérieure	40,1	84,2	37,7	40,7	36,6	53,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
N	397	38	1205	123	3048	195
Condition socio-professionnelle						
Indépendants	13,9	34,2	29,2	54,8	23,7	48,5
Travail à plein temps	26,1	28,9	36,6	22,6	30,7	22,7
Travail à temps partiel	28,8	26,3	11,5	12,9	19,8	19,7
Sans travail rémunéré	28,3	7,9	21,0	8,1	24,0	7,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
N	410	38	1217	124	3098	198
Liens associatifs						
Aucun lien	5,1	0	7,2	6,5	7,0	5,1
Un ou deux liens	33,7	18,4	45,3	54,0	44,4	43,1
Quelques liens	41,3	44,7	35,7	29,8	36,9	34,5
Plusieurs liens	19,8	36,8	11,8	9,7	11,6	17,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
N	409	38	1216	124	3097	197
Membre d'un syndicat						
Oui	52,0	92,1	4,1	0,8	17,8	23,0
Non	48,0	7,9	95,9	99,2	82,2	77,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
N	410	38	1214	124	3096	196

Source : enquête SELECTS 2007.

Les candidats socialistes, qui disposent de quelques liens (3-4) ou plusieurs liens associatifs (5 ou plus), sont surreprésentés.

Parmi les élus, l'importance des liens associatifs s'avère encore plus discriminante que parmi les candidats : la proportion des socialistes qui déclarent plusieurs liens associatifs est deux fois plus élevée (37%) que la moyenne de l'échantillon (17%) et presque quatre fois plus par rapport aux élus du camp bourgeois (10%). Ce sont surtout les liens avec le monde syndical qui distinguent les socialistes. Ces résultats

Tableau 7. Charges institutionnelles des candidats et des élus aux élections du Conseil national de 2007 (%)

	PSS candidats	PSS élus	Partis bourgeois candidats	Partis bourgeois élus	Total candidats	Total élus
Elections fédérales déjà gagnées						
Jamais élection fédérale gagnée	92,2	25,6	92,4	33,9	94,7	33,0
Une élection gagnée	2,9	23,1	3,0	25,0	2,4	26,9
Plus d'une élection gagnée	4,9	51,3	4,7	41,1	2,9	40,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
N	411	39	1216	124	3099	197
Charges institutionnelles communales ou cantonales						
Aucune charge institutionnelle	37,8	2,6	43,0	16,1	49,0	11,2
Au moins une charge	62,2	97,4	57,0	83,9	51,0	88,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
N	410	38	1216	124	3097	196
Charges dirigeantes dans le parti						
Aucune charge partisane	22,8	7,9	21,8	15,3	31,1	13,3
Au moins une charge	77,2	92,1	78,2	84,7	68,9	86,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
N	394	38	1205	124	3079	196

Source : enquête SELECTS 2007.

semblent confirmer que les relations entre la députation PSS et les syndicats semblent plutôt bien se maintenir. Comme nous l'avons déjà souligné, les sortants sont surreprésentés parmi les élus socialistes lors des élections de 2007. De même, comme le montre le tableau 7, les candidats socialistes déclarant avoir déjà gagné une élection au Parlement fédéral dans le passé, qui disposent d'au moins une expérience dans une institution communale ou cantonale et attestent d'une expérience dirigeante au sein du parti (à l'échelle communale, cantonale ou fédérale) sont également surreprésentés, de même que les élus socialistes avec plus d'une élection gagnée dans le passé. Parmi les élus, une expérience dans une institution communale ou cantonale devient pour les socialistes un atout quasiment incontournable (97% par rapport à une moyenne de 89%), supérieur à l'expérience acquise à la direction de

l'organisation partisane (92%). Dès lors, si, dans la phase de sélection des candidats, certaines ressources, sous la forme de capital culturel, politique et social, sont valorisées, c'est surtout à la sortie des urnes que ces mêmes ressources s'avèrent décisives pour la carrière parlementaire des socialistes.

Ces résultats suggèrent de mieux cerner les activités de campagne des candidats et des élus (tableau 8 ci-contre). D'abord, nous constatons que la proportion de candidats socialistes ayant tendance à entamer une campagne à « plein temps » plus de 3 mois avant les élections est surreprésentée par rapport à l'ensemble de l'échantillon, selon une tendance qui rapproche les socialistes des candidats des principaux partis bourgeois. En même temps, les candidats socialistes déclarent plus facilement que ceux des principaux partis bourgeois ne pas avoir utilisé de « moyens de communication » pendant la campagne (48 % contre 9%)¹⁵. Si on distingue entre moyens de communication « directs », donc « interactifs » ou de « proximité », basés sur le face-à-face, et des moyens « indirects », notamment médiatiques, nous constatons que les candidats socialistes semblent privilégier les moyens directs dans une plus forte proportion que l'ensemble de l'échantillon, et en partie également des candidats des principaux partis bourgeois¹⁶. 95 % des candidats socialistes

¹⁵ La question était formulée ainsi : « Durant votre campagne avez-vous utilisé les moyens de communication suivants ? Si oui, quelle était leur importance ? Les moyens mentionnés étaient : affiches électorales, annonces personnelles, heures de réception pour les électeurs, tracts personnels, site internet personnel. Nous avons recodé les réponses en forme binaire (oui/non), avant d'en faire un index additif.

¹⁶ Une deuxième question était formulée ainsi : « Au cours du dernier mois de la campagne électorale, combien d'heures par semaine avez-vous personnellement consacrées aux activités suivantes ? Campagne dans la rue, visites (1), appels téléphoniques aux électeurs (1), rédaction de lettres et de mails (1), participation à des débats (1), contact avec les électeurs par internet (1), rencontres avec des membres du parti local (1), rencontres avec des membres du parti national (1), participation à des manifestations de bienfaisance (1), visites d'industries et d'entreprises dans votre canton (1), visites d'associations et de fédérations dans votre canton (1), organisation et participations à des manifestations (1), interviews pour des journaux locaux et régionaux (2), interviews pour des journaux nationaux (2), interviews pour des radios et télévisions locales (2), interviews pour des radios et télévisions nationales (2). Nous avons construit deux indices cumulatifs avec les variables de type 1 (face à face) et de type 2 (médiatique).

Tableau 8. Activités de campagne des candidats et élus à l'élection du Conseil national en 2007 (%)

	PSS candidats		Partis bourgeois candidats		Total candidats	PSS élus		Partis bourgeois élus		Total élus
	N	%	N	%		N	%	N	%	
Depuis quand le candidat a entamé la campagne										
Plus de 3 mois avant les élections	40,7	66,7	42,4	55,7	36,1	54,7				
Environ 3 mois avant les élections	59,3	33,3	57,6	44,3	63,9	45,3				
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	396	39	1149	122
Usage de moyens de communication dans la campagne										
Aucun usage	17,8	2,7	8,7	0,8	20,3	1,0				
1-2 usages	38,0	16,2	28,2	13,0	37,3	14,9				
3-5 usages	44,2	81,1	63,0	86,2	42,4	84,0				
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	405	37	1201	123
Activités de campagne de nature interactive										
Usage presque nul (moins d'une heure)	4,7	0	5,9	0,8	9,6	1,0				
Au moins une heure d'activité	95,3	100,0	94,1	99,2	90,4	99,0				
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	404	38	1189	122
Activités de campagne médiatisées										
Usage presque nul (moins d'une heure)	48,6	12,8	43,7	14,8	52,2	15,9				
Au moins une heure d'activité	51,4	87,2	56,3	85,2	47,8	84,1				
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	385	39	1127	122

Les sondages d'opinions et les conseillers politiques ont trop d'influence sur les décisions de mon parti

	PSS candidats	Partis bourgeois candidats	PSS élus	Partis bourgeois élus	Total candidats	Total élus
Tout à fait, plutôt d'accord	25,0	35	20,3	9,8	14,5	14,4
Ni accord, ni désaccord	20,4	18,9	21,3	17,1	18,9	16,5
Tout à fait, plutôt en désaccord	54,6	45,9	58,4	73,2	66,6	69,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
N	388	37	1144	123	2907	194

Source : enquête Selsects 2007

(90 % de l'échantillon global), donc une proportion comparable à celle des candidats bourgeois, déclarent avoir pris plus d'une heure de leur temps de campagne pour des activités « interactives ». En même temps, 51 % des candidats socialistes (48 % dans l'échantillon global) déclarent avoir consacré au moins une heure à une activité de communication médiatisée, une proportion légèrement moindre que celle des candidats bourgeois (56 %). Ces réponses semblent confirmer, suivant notre troisième hypothèse, la prédominance des formes de mobilisation de « proximité » entreprises par les candidats socialistes.

Ce résultat est renforcé par le constat sur l'opinion des candidats socialistes à propos des sondages d'opinion et des conseillers politiques. L'enquête SELECTS a demandé aux répondants dans quelle mesure ils étaient d'accord ou pas avec l'affirmation suivante : « Les sondages d'opinion ainsi que les conseillers politiques ont trop d'influence sur les décisions de mon parti ». Or, 25 % des candidats socialistes, de manière bien plus nette que la moyenne de l'échantillon (14 %) et des partis bourgeois (20 %) s'affichent comme assez ou tout à fait d'accord avec une telle affirmation. Inversement, la proportion des socialistes qui se déclarent assez ou en total désaccord est clairement sous-représentée. Si chez les élus les moyens de communication médiatisés assument une importance comparable à la moyenne de l'échantillon et surtout aux élus des partis bourgeois, l'opinion négative face aux sondages et aux conseillers politiques se confirme nettement. Tandis que parmi les élus bourgeois, seul 10 % se déclarent ouvertement critiques, parmi les élus socialistes la proportion atteint 35 %. En résumé, les socialistes débudent leur campagne avant les autres, utilisent moins les moyens de communication spécifiques, mais ils sont très engagés dans une mobilisation de face à face.

Conclusion

Notre analyse des principales caractéristiques des conseillers nationaux socialistes en termes de formation, de carrière politique et de profession exercée confirme donc assez largement l'hypothèse d'une professionnalisation accrue de la fonction parlementaire parmi la députation socialiste. Cette évolution est plus marquée parmi les élus socialistes que dans les partis bourgeois. Si les professions proches de la politique ont toujours eu une place importante parmi eux (magistrats aux niveaux communal et cantonal, secrétaires d'association), c'est aujourd'hui la catégorie des « parlementaires professionnels », ceux qui n'ont pas d'activité professionnelle parallèle à la charge électorale et qui dépendent financièrement principalement de leur mandat, qui est la mieux représentée. Dans cette catégorie on retrouve une forte proportion de femmes, qui disposent globalement d'un niveau de formation plus bas, d'une intégration socio-professionnelle moindre et d'une plus faible expérience politique dans les institutions communales et cantonales. Une part croissante d'indépendants (e.g. avocats) compose également la députation socialiste. Cependant, ces professions d'indépendant constituent généralement une activité secondaire par rapport à leur activité principale de député fédéral. En même temps, la députation PSS compte la plus forte proportion de sortants réélus au Parlement, notamment dans les années 2000, et d'élus de formation supérieure, alors qu'historiquement la députation socialiste comptait la plus faible proportion d'universitaires, aujourd'hui, c'est celle qui en compte le plus. Comment interpréter ces modifications ?

Notre interprétation est que les socialistes bénéficient de moins de ressources professionnelles et financières extérieures ; ils comptent donc plus sur les rémunérations parlementaires. Depuis la seconde moitié des années 1990, on a assisté à une amélioration substantielle des indemnités des parlementaires. Si d'autres enquêtes seraient nécessaires dans cette direction, nous pouvons supposer que les candidats potentiels d'autres partis, notamment bourgeois, considèrent une carrière parlementaire comme moins intéressante en raison de leur plus grande insertion dans le monde des

professions libérales et, plus généralement, du moindre prestige social lié à cette fonction. On pourrait également vérifier si le constat fait par Erich Gruner il y a plus de 40 ans, selon lequel pour les députés socialistes exerçant une profession politique, l'élection au Parlement s'accompagne d'une forme d'ascension sociale. En l'absence de données précises sur l'origine sociale des députés, il est difficile de tirer des conclusions à ce sujet.

Pourtant, la tendance marquée à la professionnalisation politique et parlementaire des socialistes n'implique pas forcément l'absence d'un ancrage politique local, ni une distanciation par rapport aux associations « collatérales » ou une rupture avec des modalités de campagnes fondées sur le face à face. Si d'une part les socialistes disposent plus facilement d'un cumul de positions et de compétences en phase avec la charge parlementaire, ils peuvent également compter, plus que les députés des partis bourgeois, sur une expérience de « proximité » au niveau local, avec l'exercice d'une charge communale en début de carrière. Les relations entre la députation PSS et les syndicats, dont les secrétaires ont pendant longtemps constitué l'ossature du groupe parlementaire, semblent plutôt bien se maintenir, contrairement au cas allemand, où les relations entre le SPD et les syndicats ont connu de fortes tensions (Trampusch, 2004 ; voir Mach et Widmer, 2004 sur les relations entre la FTMH et le PSS). Par rapport aux principaux partis bourgeois, les candidats et les élus à la Chambre basse en 2007 se distinguent non seulement par une proximité avec les organisations syndicales, mais également de manière plus générale par une pluralité de liens associatifs. Les candidats et élus socialistes se démarquent aussi par une activité de campagne qui donne la priorité aux formes de mobilisation de face à face. Si les candidats, et surtout les élus socialistes, sont sceptiques sur l'usage des sondages et le recours aux conseillers politiques, cela renvoie à la manière de faire campagne qui valorise principalement la mobilisation locale. Cette préférence pour les activités de proximité paraît en phase avec la plus faible dotation en capital financier investi par les candidats et le parti socialistes durant les campagnes. Ces résultats soulignent donc la capacité des élus socialistes à combiner

une professionnalisation parlementaire, plus marquée que dans les autres partis, et des logiques de proximité, caractérisées par un fort ancrage politique local et différentes affiliations associatives.

Ces tendances ne sont pas seulement à mettre en lien avec l'absence de financement public des campagnes, mais aussi avec le rôle décisif de la dimension cantonale et locale dans le processus de sélection et de recrutement parlementaire, qui concerne plus largement l'ensemble des partis suisses. Contrairement au parti socialiste français où, depuis son accession au pouvoir en 1981, se sont développées les pratiques de « parachutage » de certains brillants « énarques » ayant débuté leur carrière politique dans les cabinets ministériels avant d'affronter les électeurs (voir Lefebvre et Sawicki, 2006, chap. 2), il est toujours aussi important, voire plus, pour les élus socialistes suisses de faire leurs gammes aux échelons inférieurs et de disposer d'un ancrage politique local ou régional avant d'avoir des chances d'être élu à Berne. Cette différence avec le PS français renvoie au mode de sélection des candidats et aux logiques de campagne, qui sont beaucoup plus centralisées en France qu'en Suisse.

Bibliographie

- BACOT, Paul (1999), « En haut et du mauvais côté. Les professionnels de la politique au miroir des citoyens » in Michel Offenlé (éd.), *La profession politique. XIX^e-XX^e siècles*, Paris: Belin, pp. 307-332.
- BECKMAN, Ludwig (2007), « The Professionalisation of Politics Reconsidered. A Study of the Swedish Cabinet 1917-2004 », *Parliamentary Affairs*, vol. 60, no. 1, pp. 66-83.
- BENOÎT, Anne-Marie et Véronique Pujas (2003), « Les nouvelles exigences de la responsabilité politique » in Pascal Perrineau (éd.), *Le désenchantement démocratique*, Paris: L'Aube, pp. 89-104.
- BEST, Heinrich et Maurizio SORTA (éds.) (2000), *Parliamentary representatives in Europe, 1848-2000: Legislative Recruitment and Careers in Eleven European Countries*, Oxford: Oxford University Press.
- BOJKHEFT, Jens et Jürgen ZEISS (éds.) (2003), *The Political Class in Advanced Democracies*, Oxford: Oxford University Press.

- COTTA, Maurizio et Heinrich Best (2007), «Parliamentary Representatives from Early Democratization to the Age of Consolidated Democracy: National Variations and International Convergence in a Long-Term Perspective» in Maurizio Cotta et Heinrich Best (éds.), *Democratic Representation in Europe. Diversity, Change, and Convergence*, Oxford: Oxford University Press, pp. 1-28.
- DALTON, Russell J. et Martin P. WATTENBERG (éds.) (2000), *Parties without partisans: political change in advanced industrial democracies*, Oxford, Oxford University Press.
- DALTON, Russell J. (2005), *Citizen Politics: Public Opinion and Political Parties in Advanced Industrial Democracies*, Washington: CQ Press.
- DETERBECK, Klaus (2002), *Der Wandel politischer Parteien in Westeuropa Eine vergleichende Untersuchung von Organisationsstrukturen, politischer Rolle und Wettbewerbsverhalten von Großparteien in Dänemark, Deutschland, Großbritannien und der Schweiz, 1960-1999*, Opladen: Leske und Budrich.
- DOGAN, Mattei (1999), «Les professions propices à la carrière politique. Osmoses, filières et viviers» in Michel Offerlé (éd.), *La profession politique. XIX^e-XX^e siècles*, Paris: Belin, pp. 171-199.
- ELIASSEN, Kjell A. et Mogens N. PEDERSEN (1978), «Professionalization of Legislatures: Long Term Change in Political Recruitment in Denmark and Norway», *Comparative Studies in Society and History* 20, pp. 286-318.
- FARRELL, David M. et Paul WEBB (2000), «Political Parties as Campaign Organizations» in Russell J. Dalton et Martin P. Wattenberg (éds.), *Parties without partisans: political change in advanced industrial democracies*, Oxford: Oxford University Press, pp. 102-128.
- GALLAGHER, Michael et Michael MARSH (éds.) (1988), *Candidate Selection in Comparative Perspective*, London: Sage.
- GAXIE, Daniel (2003), *La démocratie représentative*, Paris: Montchrestien.
- GAXIE, Daniel et Laurent GODMER (2007), «Cultural Capital and Political Selection: Educational Backgrounds of Parliamentarians» in Maurizio Cotta et Heinrich Best (éd.), *Democratic Representation in Europe. Diversity, Change, and Convergence*, Oxford: Oxford University Press, pp. 106-135.
- GRUNER, Erich (1970), *Die schweizerische Bundesversammlung. 1920-1968*, Bern: Francke.
- GRUNER, Erich, Martin DAETWYLER et Oscar Zosso (1975), *Présentation et sélection des candidats aux élections du Conseil national suisse de 1971*, Berne: Centre de recherche de politique suisse à l'Université de Berne.
- HARDMEIER, Sybille, Bettina NYFFELER, Regula BURRI et Barbara SOMMER (2000), *Am Anfang war die Anfrage. Karriereverläufe und Aufsteigsmuster von Berner Grossrätinnen und Grossräten*, Bern, Kantonale Fachstelle für die Gleichstellung von Frauen und Männern.
- HARDMEIER, Sybille (2003), «Amerikanisierung der Wahlkampfkommunikation? Einem Schlagwort auf der Spur» in Pascal Sciarini, Sybille Hardmeier et Adrian Vatter (éds.), *Schweizer Wahlen 1999 / Elections fédérales 1999*, Bern/Stuttgart/Wien: Haupt, pp. 219-256.
- HERZOG, Dietrich (1975), *Politische Karrieren. Selektion und Professionalisierung politischer Führungsgruppen*, Opladen: Westdeutscher Verlag.
- ILONZSKI, Gabriella (2007), «Socialist and Communist members of Parliament: Distinctiveness, Convergence, and Variance», in Maurizio Cotta et Heinrich Best (éds.), *Democratic Representation in Europe. Diversity, Change, and Convergence*, Oxford: Oxford University Press, pp. 284-315.
- KERR, Henry H. (1981), *Parlement et société en Suisse*, Saint-Saphorin: Georgi.
- LADNER, Andreas (2005), «Die Parteien in der politischen Kommunikation. Mediendemokratie: Herausforderungen und Chancen für die politischen Parteien» in Patrick Danges (éd.), *Politische Kommunikation in der Schweiz*, Berne: Haupt, pp. 57-74.
- LEBEVRE, Rémi et Frédéric Sawicki (2006), *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Bellescombe-en-Bauges: Editions du Croquant.
- LEWIG, Brigitte (1997), *Geschlossene Gesellschaft. Aspekte der Geschlechterungleichheit in wirtschaftlichen und politischen Führungsgremien in der Schweiz*, Zürich, Rüegger.
- LIPSET, Seymour Martin (2001), «The Americanization of the European Left» in Larry Diamond et Richard Gunther (éds.), *Political Parties and Democracy*, Baltimore: John Hopkins University, pp. 52-66.
- LUTNER, Kurt Richard et Ferdinand Müller-Rommel (éds) (2002), *Political Parties in the New Europe: Political and Analytical Challenges*, Oxford: Oxford University Press.
- LUTZ, Georg (2008), *Elections fédérales 2007. Participation et décision de vote*, Lausanne: Selects-Fors.
- MACH, André et Frédéric Widmer (2004), «Davantage se politiser et devenir un facteur de pouvoir: Les rapports changeants de la FTMH au politique (1970-2004)» in FTMH (éd.), *Voies multiples, but unique. Regard sur le syndicat FTMH 1970-2000*, Lausanne: Payot, pp. 119-129.
- MACH, André et Andrea PILOTTI (2008), *Professionalisation et changements de profils des parlementaires suisses au cours de la période récente (1980-2000)*, Travaux de science politique, n° 37, Université de Lausanne IEP.
- MANCINI, Paolo (1999), «New Frontiers in Political Professionalism», *Political Communication*, vol. 16, n° 3, pp. 231-245.

- MARGERTS, Helen (2006), « Cyber parties » in Richard Katz et William Crotty (éds.), *Handbook of Party Politics*, New York: Sage, pp. 528-535.
- MAZZOLENI, Oscar (2006), « Critique et légitimation de la professionnalisation parlementaire en Suisse », *Politix*, vol. 19, n° 75, pp. 165-184.
- MAZZOLENI, Oscar (2009), « Des partis gouvernementaux face au déclin électoral. Les cas du Parti libéral-radical et du Parti démocrate-chrétien » in Oscar Mazzoleni et Hervé Rayner (éds.), *Les partis politiques suisses traditions et renouvellements*, Paris : Houdiard, pp. 410-443.
- NEVEU, Erik (2000), « De quelques incidences des médias sur les systèmes démocratiques », *Réseaux*, vol. 18, n° 100, pp. 107-136.
- NORRIS, Pippa et Joni Lovenduski (1995), *Political Recruitment. Gender, Race and Class in the British Parliament*, Cambridge (UK) : Cambridge University Press.
- OPFERLÉ, Michel (éd.) (1999), *La profession politique. XIX^e-XX^e siècle*, Paris : Belin.
- PLASSNER Fritz et Gunda Plassner (2002), *Global Political Campaigning. A Worldwide Analysis of Campaign Professionals and Their Practices*, Westport, Praeger.
- PREWITT, Kenneth (1970), *The Recruitment of Political Leaders: A Study of Citizen Politicians*, Indianapolis : Bobbs-Merrill.
- SEITZ, Werner (2008), « Les femmes et les élections fédérales de 2007 », *Frauenfragen/Questions au féminin/Questioni femminili*, a. XXXI, n° 1, pp. 26-32.
- SELB, Peter et Romain Lachar (2003), *Elections 2003. Evolution du comportement électoral*, Zurich : Institut für Politikwissenschaft.
- SWANSON, David. I. et Paolo Mancini (1996), *Politics, Media and Modern Democracy. An International Study of Innovations in Electoral Campaigning and Their Consequences*, Westport : Praeger.
- TRAMPUSCH, Christine (2004), « Von Verbänden zu Parteien. Der Elitenwechsel in der Sozialpolitik », Max Planck Institut für Gesellschaftsforschung, Discussion Paper 04/3, Cologne.
- TREANTON, Jean-René (1961), « Le concept de carrière », *Revue française de sociologie*, vol. 1, n° 1, pp. 73-80.
- WIESLI, Reto (2003), « Switzerland: the militia myth and incomplete professionalization » in Jens Borchert et Jürgen Zeiss (éds.), *The political class in advanced democracies*, Oxford : Oxford University press, pp. 374-392.
- ZGRAGGEN, Heidi et Wolf Linder (2004), *Professionalisierung der Parlamente im internationalen Vergleich*, Berne, Etude sur mandat des services du Parlement de l'Assemblée fédérale.

L'union fait la force

Les apparentements entre les partis
du camp rose-vert lors des élections
au Conseil national entre 1995 et 2007

DANIEL BOCHSLER

Résumé. Les partis du camp rose-vert se révèlent être les gagnants des apparentements de listes. Pour les élections au Conseil national entre 1995 et 2007, ils ont non seulement utilisé activement l'instrument des apparentements, mais ils ont également pu gagner jusqu'à six nouveaux mandats par année électorale. Grâce à de nombreux sous-appareillements, les Verts et les petits partis de gauche ont pu enregistrer de nombreux sièges supplémentaires. Cela démontre que les apparentements répondent à leur but, à savoir la correction des inégalités provoquées par la clé de répartition de D'Hondt pour les élections au système proportionnel. Mais d'un autre côté, les apparentements conduisent aussi à une diversité plus grande dans les listes proposées par le PS et par les Verts, et contribuent à ce qu'un maximum d'électrices et d'électeurs soit représenté au Parlement. Des apparentements incohérents au niveau politique restent l'exception.